

Bulletin de liaison
MARCHE MONDIALE DES FEMMES
Vol. 5, No. 2 Mai 2002

Le G8 et les femmes
Deux mondes à part

Les 26 et 27 juin 2002, le G8 se réunit à Kananaskis en Alberta, Canada (dans les montagnes Rocheuses, à l'abri du regard des citoyens et citoyennes) sous la présidence du Canada. Trois sujets sont à l'ordre du jour :

- Lutte contre le financement du "terrorisme"
- Croissance Économique mondiale
- Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NPDA)

Nous avons décidé de produire ce numéro spécial du Bulletin de liaison de la Marche mondiale des femmes afin de faire circuler l'information sur cette importante réunion et de vous faire part de l'urgence d'agir. Nous avons choisi de nous concentrer principalement sur le sujet de la réunion concernant le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NPDA) car il s'agit d'un enjeu extrêmement important pour les femmes africaines et sur lequel trop peu d'information est disponible.

Au moment d'écrire ces lignes, de plus en plus de groupes de la société civile des pays africains s'organisent pour faire entendre leurs voix en exigeant de leurs gouvernements respectifs qu'ils placent les préoccupations des populations et les droits humains au coeur de leurs stratégies et ainsi inscrire le NPDA dans une perspective de développement durable.

La Marche mondiale des femmes invite les groupes de femmes, particulièrement en Afrique, à s'engager dans ces luttes, en insistant sur des éléments d'analyse féministe et l'impact particulier du NPDA sur les femmes. Nous demandons également aux groupes des femmes des pays membres du G8 de dénoncer le processus et de critiquer le contenu du NPDA auprès de leurs gouvernements. Les autres pays du monde sont aussi appelés à agir en solidarité avec les femmes africaines en organisant des actions ou activités d'éducation populaire, particulièrement durant la semaine de la réunion du G8 (du 21-28 juin).

Nous avons besoin d'agir toutes ensemble pour continuer à lutter contre le système économique international qui est profondément déséquilibré et inéquitable et ayant des impacts négatifs sur le développement de l'Afrique et des pays du Sud en général ! Nous devons aussi débouter tout projet ayant comme impact le recul des droits des femmes et renforçant les valeurs patriarcales.

QU'EST-CE QUE LE G8 ?

Le G8, c'est le groupe des 7 pays les plus industrialisés de la planète (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon). Avec l'admission de la Russie en 1997, on l'appelle le G8 même si ce pays demeure exclu des discussions économiques et financières. Une fois par année, ces dirigeants se rencontrent - entre copains et entre hommes, puissants, riches, et très majoritairement blancs ! - pour discuter des grandes questions de l'heure. Mais personne, au niveau de la communauté internationale, ne les a choisis démocratiquement pour s'occuper, seuls, du sort du monde : le G8 n'a aucune légitimité politique.

Une feuille de route "exemplaire" !

La réalité montre, année après année, l'affligeante soumission de ces politiciens à la main très visible du marché. Par exemple, en 1994 : le G7 se prononce en faveur de la "flexibilité" de l'emploi et des coûts du travail, selon le mot d'ordre de l'OCDE

(Organisation pour la coopération et le développement économique: club composé majoritairement de pays riches) et des grands patrons de l'économie globale; en 1996 : le G7 somme les pays du Tiers-Monde de créer un "environnement propice" aux investisseurs; en 1997 : le G7 se dit "préoccupé" par la dette des pays pauvres mais insiste pour qu'elle soit remboursée intégralement; en 1998 en pleine crise financière catastrophique, le G8 recommande, aux pays asiatiques ruinés par les décisions du FMI d'obéir scrupuleusement aux consignes du même organisme; en 1999 : à Cologne, en Allemagne, le G8, sous la pression d'une pétition internationale forte de 24 millions de signatures, fait la promesse d'annuler la dette publique des 41 pays les plus pauvres; en 2000 : à Okinawa au Japon, le G8, reconnaissant qu'il n'a pas tenu son engagement, refait la même promesse d'annulation de la dette publique des pays les plus pauvres et en 2001 : réuni à Gènes en Italie, le G8 reconnaît encore son incapacité (ou plutôt son refus) de réduire la dette des pays les plus pauvres: seuls des gains rachitiques sont enregistrés. Les dirigeants africains qui s'étaient déplacés à Gènes ont eu une fin de non-recevoir. Pendant que la police tue un jeune manifestant, les dirigeants du G8 répètent leur credo : C'est la liberté du commerce et des investissements qui favorise la croissance et la réduction de la pauvreté dans le monde.

Et les femmes ?

On peut affirmer sans crainte de se tromper que les femmes ne sont pas présentes dans les préoccupations de ces messieurs ! Elles n'ont jamais fait l'objet d'engagements sérieux... sauf pour renforcer l'idée que, dans une perspective néo-libérale, il est "payant" d'investir dans les femmes ! Pas étonnant, car le G8, c'est le bateau amiral de la mondialisation actuelle: capitaliste, raciste, sexiste et destructrice de l'environnement (déclaration finale du Sommet des Peuples des Amériques, avril 2001 à Québec), c'est le club des actionnaires de l'économie mondiale, déterminés à protéger leurs seuls intérêts, c'est le groupe de pays qui exerce une influence prépondérante dans les institutions financières internationales comme l'OMC, la BM et le FMI dont la Marche mondiale, en octobre 2000, avait exigé un changement de cap ! A nous de poursuivre nos actions et de forcer ce changement de cap ! UN NOUVEAU PARTENARIAT POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE (NPDA)... SANS LES FEMMES AFRICAINES !!!

Lors de leur réunion à Kananaskis (Alberta, Canada) les chefs d'état du G8 vont se pencher sur le sort de l'Afrique suite à une proposition de Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NPDA) initiée par certains chefs d'états africains.

La version moderne du colonialisme

Si cette initiative permet de braquer les projecteurs sur le continent oublié de la communauté internationale, on ne peut s'empêcher de constater à quel point les réflexes paternalistes et colonisateurs du Nord - même, riche et blanc - reviennent en force avec ce NPDA.

La preuve, la récente tournée du Premier ministre du Canada en Afrique (il a visité 6 des 53 pays africains en 9 jours!) En tant que président du G8 cette année je me suis engagé à consulter les africains au sujet d'un plan d'action pour l'Afrique en vue de travailler avec les gouvernements africains résolus à œuvrer pour le bien de leurs concitoyens afin d'instaurer une paix et une sécurité durables, de renforcer la gouvernance démocratique, de s'attaquer aux questions de la santé et de l'éducation et de libéraliser le commerce et l'investissement (...) Le message que portera M. chrétien à ses homologues africains consistera à leur faire comprendre que plus ils tendront vers la bonne gouvernance, soit la démocratisation et le respect des droits de la personne, plus ils seront récompensés à même les différents programmes spéciaux d'aide que les pays du G8 vont mettre sur pied. (La Presse, 30 mars 2002). Et une fois revenu de son périple, il affirme sans sourciller : « J'ai été impressionné par la cohésion de tout le monde (...) Ils avaient tous exactement la même approche, ils parlaient de ce qui est nécessaire pour remettre l'Afrique à l'agenda du monde et pour créer le bon climat pour les investissements ».

Un processus gardé secret

Le G8 planifie l'avenir de l'Afrique... sans les africains et sans les africaines ! En Afrique, presque personne n'a entendu parlé du NPDA. Les organisations de la société civile

africaine, la population en général, et les femmes en particulier, ont été ignorées dès le début du processus. Seules quelques élites, proches des milieux occidentaux, y ont été associées. Cette lacune importante soulève des doutes sérieux quant au sort fait à la démocratie participative dans ce plan de développement et à la place faite à l'expression des préoccupations des populations marginalisées et exclues dont les femmes. Tout le travail fait depuis des décennies par les organisations de femmes en particulier a été systématiquement ignoré... !

Un plan de développement... pour assurer la poursuite du sous-développement !

Le NPDA, comme d'autres projets antérieurs pour le développement de l'Afrique, ne tient pas compte des problèmes réels des populations africaines en général et des femmes en particulier. Cela montre, bien sûr, combien l'ombre de ceux qui se disent développés plane derrière ce NPDA qui constitue, pour plusieurs, une nouvelle forme d'exploitation du peuple africain, une brèche que les dirigeants africains ouvrent aux puissants du monde pour défendre la mondialisation néo-libérale tant dénoncée par les mouvements sociaux.

Quelques aspects de ce nouveau plan

(La stratégie économique du NPDA vise à rendre l'Afrique "attirante" pour les investisseurs étrangers, à miser sur le rôle du secteur privé sensé assurer croissance et éradication de la pauvreté. Or, nous le savons depuis longtemps, la croissance économique n'est pas en soi garante de la réduction de la pauvreté : sans respect des droits et sans balises équitables, elle contribue au contraire à accroître les écarts. Sans compter qu'il n'y a aucune garanti que les investissements privés iront en Afrique, ceux-ci étant passés de 10% en 1990 à moins de 3 % l'heure actuelle

- Le NPDA répète les erreurs passées en passant sous silence les effets dévastateurs des programmes d'ajustements structurels des dernières décennies, dont les femmes et les enfants ont été les premiers à en payer le lourd tribut. Les programmes d'ajustement structurel sont en apparence indépendants des considérations de sexe, mais ils ont été plus exigeants à l'égard des femmes qu'à l'égard des hommes, tant dans le secteur formel que dans le secteur non structuré de l'économie. Ils ont réduit les services essentiels pour la protection de la famille et, dans de nombreux cas, enrayé les gains économiques enregistrés par les femmes au cours des trois décennies précédentes (ONU, 1995 Engendering Adjustment for the 1990: Report of a Commonwealth Expert Group on Women and Structural Adjustment, Londres, 1989)

- Les véritables causes du "sous-développement" ont été stratégiquement tuées et la solution proposée est essentiellement l'intégration du continent africain dans la mondialisation néo-libérale actuelle, sans remettre en question l'inégalité grandissante des rapports de force entre les pays du Sud et les pays "sur-développés", les échanges inégaux, la détérioration des termes de l'échange (ex: le café qui se vendait \$4,81 sur le marché international en 1980 se vend aujourd'hui \$1.90 alors que les prix des produits manufacturés n'ont cessé d'augmenter). Alors que la mondialisation a été catastrophique pour l'Afrique, la médecine que propose le NPDA c'est... ENCORE PLUS DE MONDIALISATION !

- La bonne gouvernance exigée des pays "donateurs" se limite à la bonne gestion administrative des mesures imposées par les institutions financières internationales

- la réduction des interventions de l'état dans le domaine des programmes publics, la déréglementation, etc.) sans aucune imputabilité des gouvernements africains face à leurs populations.

Développer l'Afrique... sans les femmes africaines !

Les concepteurs du NPDA ont réussi ce tour de force de proposer un plan de développement pour tout un continent... tout en demeurant aveugle quant aux problèmes liés aux inégalités de genre ! Certes le NPDA dit vouloir promouvoir le rôle des femmes dans l'ensemble des activités, mais les femmes ne sont pas centrales dans ce document qui prétend tracer l'avenir du continent africain.

- L'analyse différenciée selon les sexes n'y est pas du tout transversale,. Par exemple l'on découvre avec stupeur que la section sur l'agriculture ne mentionne pas le rôle majeur des femmes dans ce secteur névralgique pour la survie des populations !

- La combinaison explosive entre l'accroissement de la militarisation au nom de la lutte au terrorisme et le renforcement de la cohésion entre les institutions financières internationales et les grandes corporations scellée lors du Consensus de Monterrey au Mexique constitue un obstacle majeur pour le respect des droits des femmes et l'amélioration de leurs conditions de vie.
- Le modèle de développement proposé demeure un modèle néo-libéral et l'on sait depuis longtemps que ce modèle renforce les normes, valeurs et systèmes patriarcaux basés sur l'exclusion des femmes de la vie économique et politique, sur la non-reconnaissance de leur travail "invisible", de leur travail "visible" mais non ou mal rémunéré en particulier dans le secteur informel, sur la division sexuée du travail (les femmes se retrouvant en bas de l'échelle salariale, ayant peu de sécurité, des opportunités d'avancement limitées, etc.), sur les inégalités salariales, etc
- Les femmes sont "casées" d'emblée dans des "projets de femmes" i.e. santé, éducation, formation et accès au micro-crédit et le NPDA demeure silencieux sur les causes structurelles de l'inégalité entre les sexes (lois discriminatoires, normes culturelles, développement centré sur les hommes, etc.) et sur les transformations à opérer au niveau macro-économique (politiques fiscales, dépenses publiques, priorités d'investissement, réforme agraire, etc.), là où les femmes sont très peu présentes.
- Rien n'apparaît dans le NPDA sur le rôle important des femmes dans les sociétés africaines, de leur participation actuelle à la vie économique, des alternatives qu'elles mettent de l'avant.

La paix, condition indispensable pour le développement de l'Afrique

Aucun projet de développement n'est réalisable dans un contexte de guerre, de répression, de corruption, de trafic d'armes, d'absence d'imputabilité des dirigeants politiques. Les femmes africaines militent depuis des décennies contre les conflits armés internes interminables, les dictatures et la marginalisation des femmes de toutes les sphères de décision quant à la gestion des conflits, conflits d'ailleurs entretenus par lesdits grands du monde pour s'assurer un meilleur contrôle des ressources et ainsi maintenir les pays africains dans une situation de dépendance économique.

DES PROPOSITIONS POUR CHANGER DE CAP

En l'an 2000, nous avons 2000 bonnes raisons pour marcher et exiger des dirigeants politiques et économiques de ce monde un véritable changement de cap dans leurs orientations. Deux ans plus tard, d'autres raisons se sont ajoutées dont les politiques préconisées par le G8. Nous invitons toutes les femmes de la Marche mondiale à poursuivre les luttes pour exiger:

1 - Une remise en cause radicale des institutions financières internationales (BM, FMI, OMC) et des "clubs de copains" (Forum économique mondial, G8, G20, OCDE) illégitimes, dont la seule existence repose sur le pouvoir de l'argent et des armes. Des organisations financières internationales au service des peuples doivent être démocratiques, transparentes, imputables devant les parlements, soumises aux chartes, pactes, conventions, protocoles internationaux qui garantissent les droits humains ainsi que l'égalité entre les femmes et les hommes. Ces organisations doivent relever de l'ONU mais d'une ONU elle-même réformée en particulier son Conseil de sécurité dominé par le même club de pays avec droit de veto.

2 - Un véritable partenariat solidaire avec l'Afrique qui déconstruise les règles de l'échange inégal des pays riches avec ce continent, qui rompe avec l'orthodoxie néo-libérale, qui mette un terme aux guerres nourries par les marchands d'armes des pays du G8, qui crée les conditions d'un développement basé sur l'égalité entre les femmes et les hommes, le respect des droits humains, le respect de l'environnement, des solutions économiques originales issues des forces populaires, des mécanismes d'accès équitable aux ressources économiques, des processus pour renforcer la démocratie participative et la bonne gouvernance, l'arrêt par les grandes puissances de leur soutien aux dictateurs ou aux dirigeants africains qui prennent le pouvoir par les armes, la prise en compte des efforts et

de participation des femmes au processus de développement social, culturel et économique et le renforcement de l'implication des femmes dans la vie politique de leurs nations.

Tout plan de développement devra reposer sur l'intégration de l'approche genre ‡ tous les secteurs de la vie.

Parmi les mesures immédiates susceptibles de "libérer le développement" nous proposons : l'annulation totale et immédiate de la dette qui constitue le nouveau visage du colonialisme en Afrique. Cette dette est immorale, illégale, illégitime. La fin des programmes d'ajustement structurel qui maintiennent les pays sous le joug des politiques des pays riches et qui sont une des causes importantes de l'appauvrissement des populations. La libération effective et l'investissement de 0,7 % du produit national brut (PNB) des pays riches dans l'aide aux pays en voie de développement... une promesse vieille de plus de 25 ans !!!

3 - Des états gardiens du respect des droits humains et du bien-être commun

Les marchés pèsent de tout leur poids pour réduire au minimum le rôle des états soupçonnés de faire entrave au libre commerce par leurs lois, réglementations, subventions. Ils veulent des états rachitiques. Mais des sociétés sans état, livrées aux seules forces du marché, sont condamnées à la misère, à la guerre, à la loi des plus forts. Nous voulons des états qui interviennent activement pour renforcer la démocratie représentative et participative, pour assurer la distribution Équitable de la richesse, pour instaurer et maintenir des services publics de qualité universels, accessibles, gratuits (en particulier la santé et l'éducation), pour lutter contre la violence envers les femmes, pour garantir le pluralisme de la société.

4 - L'égalité entre les femmes et les hommes

Nous réclamons : la prise en compte de la perspective différenciée selon les sexes dans tout accord ou politique commerciale ; la reconnaissance du travail non rémunéré des femmes dont le travail domestique et sa comptabilisation dans le PNB; la reconnaissance du rôle économique, social et culturel des femmes dans le développement; des mesures urgentes et énergiques pour sortir les femmes et les enfants de la pauvreté ; des mesures prioritaires d'accès à l'éducation; l'accès à des services de garde; l'accès à la formation technique, au crédit, à la terre; des mesures favorisant la participation des femmes et des groupes de femmes dans les institutions politiques et économiques ; l'utilisation de l'indicateur sexospécifique du PNUD pour mesurer les progrès de la condition des femmes.

5. Une mesure immédiate de partage de la richesse: la taxation des transactions financières (en particulier la Taxe Tobin). A elle seule, la Taxe Tobin ne prétend pas régler définitivement le problème de la spéculation encore moins celui des inégalités croissantes. Mais elle contribue à jeter un peu de sable dans les rouages bien huilés de la spéculation financière. Elle s'inscrit également dans l'émergence d'autres propositions de taxation du capital. Elle permettrait de dégager un fonds mondial important consacré au développement social, géré démocratiquement et auquel les femmes devraient avoir un accès prioritaire. C'est un objectif atteignable à court terme.

6 - Des mesures précises pour éliminer la criminalité financière

La criminalité financière est incompatible avec le développement des peuples. Elle pervertit le commerce et constitue du vol légalisé en permettant à des financiers, des entreprises, des dirigeants politiques, etc. de cacher leur argent et de le soustraire ainsi aux taxes, lois, réglementations des états... sans parler du blanchiment d'argent sale. Nous exigeons la fin des paradis fiscaux et du secret bancaire

7 - L'abandon des politiques guerrières

Il n'y a aucun avenir pour l'humanité dans le développement de politiques guerrières qui, au nom de la lutte au "terrorisme" transforment les sociétés en champ de bataille ou en forteresses protégées artificiellement. Ce sont majoritairement les femmes et les enfants

qui subissent les guerres. Nous mettons de l'avant la négociation politique des conflits, la fin de l'industrie de l'armement et le développement d'une culture de la paix. Les femmes doivent être présentes dans toutes les étapes d'élaboration et de réalisation de la prévention et de la résolution de conflits armés.

POUR PLUS D'INFORMATIONS SUR LE NPDA ET LA RÉUNION DU G8

<http://www.g8.gc.ca> (Site officiel de la réunion du G8)

Quelques sites avec des informations sur le NPDA :

- Site officiel du NPDA : <http://www.nepad.org/>
- Conseil canadien pour la coopération internationale: <http://www.ccic.ca/>
- Le site de Match International a de l'information détaillée sur les femmes et le NPDA : <http://www.web.net/~matchint/>

Ce Bulletin a été produit par la Marche mondiale des femmes, vaste réseau mondial d'action féministe regroupant 6000 groupes dans 161 pays et territoires à travers le monde et poursuivant les objectifs ci-dessous :

1 - Renforcer et maintenir un vaste mouvement de solidarité des groupes de femmes de la base de façon à ce que la Marche constitue un geste d'affirmation des femmes du monde.

2 - Promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes, et entre les peuples ;

3 - Soutenir un vaste processus d'éducation populaire où toutes les femmes peuvent analyser par elles-mêmes et pour elles-mêmes les causes de leur oppression et les alternatives possibles.

- Mettre de l'avant les revendications et les alternatives communes aux mouvements des femmes du monde, sur les plans local, national, régional et international, autour des thèmes de la pauvreté et de la violence envers les femmes.

5 - A) Exercer des pressions politiques sur les gouvernements et les institutions politiques multilatérales (par ex. ONU) pour qu'ils effectuent les changements qui s'imposent pour améliorer les conditions et la qualité de vie des femmes du monde, et qu'ils poursuivent une politique de désarmement et de résolution pacifique des conflits.

B) Remettre en cause les institutions internationales financières, économiques et militaires (FMI, OTAN, OMC, BM, etc.) qui appauvrissent et marginalisent les femmes, et accroissent la violence à leur égard, et travailler à des propositions institutionnelles alternatives.

6 - Amener la population en général, les autres secteurs de la société et les mouvements sociaux à soutenir et à effectuer les changements qui s'imposent pour améliorer les conditions et la qualité de vie des femmes du monde.

Nos coordonnées

Marche mondiale des femmes

110 rue Ste-Thérèse, #307

Montréal, Québec, CANADA H2Y 1E6

Téléphone: (1) 514-395-1196

Télécopieur: (1) 514-395-1224

Courrier électronique: marche2000@ffq.qc.ca

Site web: www.ffq.qc.ca/marche2000

*Cette analyse s'inspire largement du texte produit par Zo Randriamaro, *The NÉPAL, Gender and the Poverty Trap : the NEPAD and the challenges of financing for development in Africa from a gender perspective.**

MARCHE MONDIALE DES FEMMES

Résumé des recommandations concernant l'agenda de la prochaine rencontre du G-8
Comité permanent sur les affaires étrangères et le commerce international
du gouvernement canadien

Parce que l'élève modèle du FMI, l'Argentine est en banqueroute présentement et **parce que** ces crises incessantes du système financier international (Mexique, Brésil, Asie, Russie, etc.) mettent à mal la sécurité de l'humanité ? Les femmes sont les premières perdantes, tout le monde peut le constater, il est temps d'agir !!

Parce que les intégrismes, les fondamentalismes, les terrorismes de tout acabit se lovent parfaitement dans ces politiques des maîtres de l'univers et les femmes en paient le prix fort, très fort. Tout le monde le sait, il est plus qu'impérieux d'agir !!

1 FNUAP , “ L'état de la population mondiale 2000”, dans “ chapitre 3 : Mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles ”, <http://www.unfpa.org>,

Un commerce équitable Qui a dit que les altermondialistes rejettent le commerce? De tout temps, les êtres humains ont échangé des biens et des services. Mais les modalités de l'échange peuvent être différentes de celles imposées par le G8 et l'OMC. Nous voulons commercer mais selon les règles du commerce équitable. Déjà des initiatives existent –le café équitable par exemple- qui indiquent la voie à suivre. Si la proposition d'un Plan Marshall pour l'Afrique s'avère une initiative fort bienvenue, il faut d'emblée affirmer que seule une modification radicale des règles du jeu commercial et financier pourra régler durablement le sort des pays du tiers-monde.

Des investissements productifs socialement et écologiquement responsables. Qu'il faille des capitaux et des investissements pour soutenir le développement et la croissance, nul n'en doute. Mais pourquoi ces investissements ne sont-ils concentrés que dans les mains de quelques personnes ou corporations multinationales ? Pourquoi les capitaux devraient-ils circuler librement, aller et venir où et quand bon leur semble ? Pourquoi sont-ils massivement engagés dans la spéculation ? Nombre d'économistes affirment depuis longtemps déjà la faisabilité d'investissement productifs et non spéculatifs; orientés vers le développement local, régional, national, axés sur les besoins des populations, soumis au respect intégral des normes du travail de l'OIT, et des diverses conventions et protocoles protégeant les droits humains et l'environnement. et dont les orientations font l'objet de débats démocratiques par les citoyennes et citoyens qui peuvent ainsi choisir le type de développement le plus adéquat et le plus adapté au milieu Par exemple : le modèle du budget participatif de Porto Alegre où les citoyennes et citoyens sont consultés sur les investissements de l'État.

L'annulation de la dette des pays du Tiers-Monde en tenant compte des principes de responsabilité, de transparence de l'information et d'imputabilité

Certes, à elle seule la Taxe Tobin ne peut prétendre régler définitivement le problème de la spéculation encore moins celui des inégalités croissantes. Mais elle contribue à jeter un peu de sable dans les rouages bien huilés de la spéculation financière. Elle s'inscrit également dans l'émergence d'autres propositions de taxation du capital avec lesquelles même des économistes libéraux sont d'accord ! Le parlement canadien a déjà voté une telle mesure Elle permettrait de dégager un fonds mondial important consacré au développement social dont encore une fois les femmes devront être les premières bénéficiaires afin de remplir les engagements pris vis-à-vis l'élimination de la pauvreté et de toutes formes de discriminations envers elles. Juxtée à des mesures précises pour éliminer **toute** la criminalité financière (paradis fiscaux, secret bancaire, blanchiment d'argent, etc.), pas seulement celle des réseaux terroristes mais aussi celle des terroristes financiers, c'est un objectif atteignable à court terme.

Toute solution pour les femmes passe à la fois par une transformation des structures sociales, économiques et politiques mais aussi par la modification des rapports sociaux qui façonnent la vie privée, les relations personnelles entre les femmes et les hommes, la responsabilisation envers les enfants. C'est pourquoi lors des récents " rendez-vous mondiaux " les femmes se sont faites très présentes réclamant la prise en compte de la perspective différenciée selon les sexes dans tout accord ou politique commerciale; la

reconnaissance du travail non rémunéré des femmes dont le travail domestiques et sa comptabilisation dans le PNB; la reconnaissance du rôle économique, social et culturel des femmes dans le développement; des mesures urgentes et énergiques pour sortir les femmes et les enfants de la pauvreté; des législations et des programmes d'élimination de toutes les violences envers les femmes ; des mesures prioritaires d'accès à l'éducation; l'accès à des services de garde; l'accès à la formation technique, au crédit, à la terre; des mesures favorisant la participation des femmes et des groupes de femmes dans les institutions politiques et économiques. Dans chacun de ces domaines, des alternatives existent déjà...ce qui manque c'est la volonté politique de les mettre en œuvre de façon systématique dans tous les pays.

Ce ne sont que quelques exemples parmi *d'autres d'alternatives réalisables à court terme*. Bâtir des ponts entre les peuples du monde, se nourrir du pluralisme que constituent des histoires et des cultures diversifiées, se renforcer mutuellement dans l'exercice d'une démocratie représentative et participative, partager une même passion pour le respect absolu des droits humains et un même engagement à les faire respecter, vivre enfin une véritable égalité entre les femmes et les hommes, prendre soin de tous les enfants, avoir accès à l'éducation, à la santé, à la culture et aux ressources les uns des autres en ayant le souci de l'environnement, partager les richesses de façon solidaire et équitable, échanger, se visiter, se comprendre, en arriver à vivre ensemble égaux/égales et différentEs ... voilà ce que nous souhaitons pour le monde. Voilà ce qui peut contrer durablement tous les terrorismes. Voilà pourquoi il y a eu 50,000 manifestantEs à Québec, voilà pourquoi il y en a eu plus de 100,000 à Gênes , voilà pourquoi il y a désormais Porto Alegre...

UN AUTRE MONDE EST À NOTRE PORTÉE